



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

154 RUE DE MULHOUSE
68300 Saint-Louis

Références : 0006700363_2026_02_17_SUEZRV_STLOUIS_ViAR_Gpluviale
Code AIOT : 0006700363

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté 154 RUE DE MULHOUSE 68300 Saint-Louis. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le visite d'inspection s'inscrit dans une action régionale sur la gestion des eaux pluviales dans les ICPE.

Référentiels utilisé :

- Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté n°2005-280-1 du 7 octobre 2005 portant autorisation à la société SODEC de poursuivre et de transférer l'exploitation de sa station de transit et de tri de déchets à Saint-Louis, au titre 1er du Livre V du code de l'Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- 154 RUE DE MULHOUSE 68300 Saint-Louis
- Code AIOT : 0006700363
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site exerce des activités de collectes de déchets ménagers pour les collectivités et de collectes de déchets banaux pour les entreprises et les particuliers.

Thèmes de l'inspection :

- ACTION RÉGIONALE : GESTION DES EAUX PLUVIALES

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Type et équipement du réseau	Arrêté Préfectoral du 07/10/2005 article 9.3.2.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/10/2005, article 2	Sans objet
3	Entretien du séparateur d'hydrocarbure	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
4	Périodicité de mesure des VLE	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Sans objet
5	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats révèlent une non-conformité relative aux dépassements des valeurs limites d'émission de matières en suspension dans les rejets aqueux. Les démarches ayant été engagées pour qu'un nouveau contrôle soit réalisé, une demande d'action corrective a été émise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectorale du 07/10/2005, article 2
Thème(s) : Actions régionales, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit rétablir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

<p>[...]</p> <p>Les plans tenus à jour</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Durant, la visite d'inspection du 17 février 2026, par échantillonnage, il a été demandé à l'exploitant de présenter un plan des réseaux d'eaux pluviales de l'installation.</p> <p>Ce plan a bien été fourni durant la visite d'inspection. Les équipements suivants, points de branchement, regards, avaloirs, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, étaient bien indiqués sur ce plan.</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Type et équipement du réseau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2005, article 9.3.2-Eau-Condition des eaux pluviales</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Dispositif de traitement adéquat</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales de toiture sont infiltrées par l'intermédiaire de puits perdus.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries sont collectées par le réseau d'eaux pluviales de l'établissement. Elles transitent ensuite par des dispositifs décanteurs-déshuileurs permettant de respecter en sortie de chaque ouvrage de traitement des teneurs maximales de 30 mg/l en MES et des 5 mg/l en hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les plans communiqués par l'exploitant lors de la visite d'inspection révèlent la présence d'un système d'assainissement séparatif, composé de deux réseaux distincts.</p> <p>Le premier, dédié à la collecte des eaux pluviales de voirie, achemine ces effluents vers des puits d'infiltration. Le second réseau assure l'évacuation des eaux usées domestiques ainsi que des eaux issues des aires de lavage, lesquelles sont dirigées vers une station d'épuration.</p> <p>Chaque réseau est par ailleurs équipé, en amont des points de rejet, de séparateurs à hydrocarbures.</p> <p>Deux zones de stockage en extérieur sont réservées respectivement aux déchets verriers et aux déchets de bois. Ces aires sont dotées d'un caniveau périphérique conçu pour recueillir les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces de stockage et les évacuer vers le réseau d'eaux pluviales.</p> <p>Les autres catégories de déchets, notamment les déchets ménagers et les déchets verts, sont entreposées à l'intérieur d'un hangar couvert, dépourvu de siphons ou d'avaloirs. Ce dernier est muni de surélévation devant chacune des deux entrées, empêchant tout ruissellement d'eaux résiduaires vers l'extérieur. Selon les indications de l'exploitant, le sol du hangar fait l'objet d'un nettoyage mécanique hebdomadaire.</p>

<p>Des analyses de prélèvement ont été présentées durant l'inspection sur les trois dernière années, 2023, 2024, 2025.</p> <p>Il a été constaté des dépassements des valeurs prescrites pour les matières en suspension, (MES), sur une analyse des eaux le 26 mars 2025. En effet, la valeur mesurée est de 63 mg/L sur le point de prélèvement référencé "SAINT-LOUIS – EV3".</p> <p>L'exploitant a mené une analyse pour établir les causes de dépassement. Il a abouti à la conclusion suivante : ce dépassement provient du stockage du caniveau collectant les eaux pluviales passant au travers de l'emplacement des déchets de bois. La solution proposée est de mettre en place un nettoyage du caniveau.</p> <p>L'exploitant a précisé que les résultats des prochaines analyses prévues en mars 2026 permettront de confirmer si les actions correctives mises en place sont suffisantes.</p> <p>Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.</p>
<p>Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des analyses prévues lors du mois de mars 2026 concernant le point de prélèvement EV3 sous un délai d'un mois.</p>
<p>Proposition de suites : Avec suites</p>
<p>Type de suites proposées : Demande d'action corrective</p>
<p>Délai : 1 mois</p>

N° 3 : Entretien du séparateur d'hydrocarbure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Dispositif de traitement adéquat</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les derniers bordereaux de suivi de déchet (BSD) sur les années 2024, 2025 et 2026.</p> <p>Les fiches d'entretien de suivis du nettoyage-curage des séparateurs d'hydrocarbures sur les années 2024, 2025 et 2026 ont également été présentées.</p> <p>L'exploitant a présenté le protocole d'entretien sur lequel s'engage le prestataire qui cure les séparateurs (document transmis par courriel à l'issue de la visite). Lors de chaque intervention les étapes suivies sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation zone par balisage ; • Ouverture du tampon du regard d'accès ;

- Contrôle visuel de l'état général du séparateur ;
- Pompage des hydrocarbures et/ou boues ;
- Remise en service ;
- Fermeture du regard ;
- Traitement administratif ;
- Transport et évacuation dans un centre adapté.

Les opérations d'extraction des boues et nettoyages sont réalisées par deux prestataires distincts.

Ces opérations d'entretien sont réalisées annuellement.

Les opérations d'entretiens sont réalisées conformément à la prescription applicable.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Périodicité de mesure des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

Thème(s) : Actions régionales, Mesures périodiques

Prescription contrôlée :

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 [...] est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

Voir constat n° 5 pour la liste des paramètres concernés par l'article 17

Constats :

L'exploitant a rendu disponible les rapports concernant les mesures des concentrations des différents polluants visés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 sur les années 2023, 2024 et 2025.

Il a été constaté que la fréquence des mesures et les polluants mesurés correspondent aux prescriptions applicables.

Ce constat n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté ministérielle du 06/06/2018, article 17

Thème(s) : Actions régionales, Valeurs limites applicables aux rejets

Prescription contrôlée :

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)

[...]			
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)			
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 300 mg/l kg/j			
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j 125 mg/l			
2 - Substances spécifiques du secteur d'activité(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr6+ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j 7439-97-6
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)			15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux		7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)

Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)		1106	1 mg/l
Constats : Des analyses de prélèvement ont été présentées durant l'inspection sur les trois dernière années, 2023, 2024, 2025. Il n'a pas été constaté de dépassement des valeurs sur les documents mis à disposition pour les paramètres précisés dans la prescription ci-dessus. Ce constat n'appelle pas de remarques			
Type de suites proposées : Sans suite			

Hors points de contrôle

L'article 9.3.2 de l'arrêté du 07 octobre 2005 précise que « *Il devra également justifier de l'impossibilité de rejet en émissaire superficiel des eaux pluviales de voiries. Dans le cas du maintien d'une solution d'infiltration, des points de prélèvement devront être aménagés au niveau des puits perdus pour permettre le contrôle des eaux infiltrées* ».

Il est demandé à l'exploitant de communiquer les éléments justificatifs prévus par l'article précité dans un délai d'un mois.

Le cas échéant, l'exploitant justifiera également, dans le même délai, que le dossier initial prévoyait également l'infiltration des eaux pluviales provenant des aires d'entreposage de certains déchets.
A défaut, il lui appartiendra de se conformer aux éléments techniques précisés dans ses dossiers.